

Analyse des réceptions et usages des politiques publiques : vers un modèle systémique de la mise en œuvre de la politique d'Éducation pour tous (EPT) au Sénégal

Michel Samy Diatta 
Université de Montréal

doi:10.18162/fp.2015.a62

CHRONIQUE • Recherche étudiante

Le processus de mondialisation a conduit à une grande influence des organisations internationales sur les politiques éducatives nationales (Lascoumes et Le Galès, 2012). Bien qu'elle ne soit pas un phénomène nouveau, la mondialisation, de par sa rapidité, sa portée spatiale et sa nature, suscite un intérêt grandissant en analyse des politiques publiques (Simmons, Dobbin et Garrett, 2007), notamment en ce qui a trait au rapport entre le global et le local. Notre propos est alors d'analyser la mise en œuvre (réceptions et usages/appropriations) ou pas de la politique d'Éducation pour tous (EPT), en situant la réflexion à différents niveaux, notamment national, intermédiaire et local.

La mise en œuvre de l'EPT au Sénégal : entre le global et le local

L'analyse des politiques publiques est au centre des préoccupations des acteurs politiques et scientifiques, surtout depuis quelques décennies. Trois facteurs expliquent cet intérêt : leur dynamisme (multiplication des réformes); leur complexité (diversité des acteurs impliqués, des publics visés, des domaines concernés, des niveaux d'analyse, surtout dans un contexte marqué par le double processus de mondialisation/décentralisation), et leurs résultats pour la plupart décevants aussi bien du point de vue qualitatif (faible niveau des acquis scolaires, dynamiques sociales et

scolaires perverses) que quantitatif (faible taux de scolarisation), comme c'est le cas dans le cadre du programme d'EPT, et ce, malgré les investissements humains et matériels déclarés (Altinok, 2005).

En effet, depuis la conférence de Jomtien (1990) et le forum de Dakar (2000), les systèmes éducatifs des pays du Sud ont connu une intervention soutenue des organisations internationales, surtout de la Banque mondiale (Wolhuter, 2007) et une forte implication des acteurs nationaux afin de réaliser la scolarisation universelle de base au plus tard en 2015. Cet engagement repose sur deux postulats majeurs. D'abord, l'éducation est de plus en plus considérée comme un facteur de progrès social et économique sous l'impulsion de la théorie du capital humain, qui a fortement inspiré les économistes de l'éducation (Bianchini, 2004). Ensuite, on estime que les pays du Sud, à eux seuls, ne parviendront pas à atteindre l'objectif d'EPT dans les délais prévus.

Ainsi, de multiples initiatives à visée essentiellement quantitative¹ (nouvelles catégories d'enseignants, d'écoles, réorganisation des classes) ont été prises. Malgré cela, le Sénégal fait partie des nombreux pays qui sont loin d'atteindre l'objectif de la scolarisation primaire universelle. L'examen de divers travaux permet d'identifier trois perspectives qui expliquent ces faibles performances.

Perspectives explicatives de la situation de l'EPT et objet de la recherche

Une première perspective souligne le caractère inadéquat des logiques d'intervention des organisations internationales. Il s'agit des conditionnalités de l'aide et de l'influence discursive *non-lending approach* ou encore *knowledge aid* qui, selon certains, conduisent à une uniformisation des réformes (Lange, 2003; Molla, 2014). Cette perspective se rapproche de la critique post-colonialiste. Toutefois, divers travaux remettent en cause la thèse de l'imposition en soutenant l'idée d'un processus endogène (Daffé, 2005). Une seconde perspective, proche des travaux anthropologiques sur la construction et le fonctionnement de l'État en Afrique (Olivier de Sardan, 2004), remet en cause les mécanismes de décentralisation, de privatisation et de partenariat mobilisés, soulignant les dysfonctionnements aux niveaux politique, organisationnel, socioéconomique, etc. Une troisième explication évoque le caractère inadéquat du modèle scolaire actuel dans les pays du Sud. Cette perspective s'oppose ainsi à la thèse de la culture mondiale soutenue par Meyer, Boli, Thomas et Ramirez (1997).

Malgré l'apport de ces travaux, il importe d'appréhender la situation de l'EPT à travers un modèle systémique qui intègre non seulement ces perspectives, mais aussi le rôle des enseignants dans sa mise en œuvre, un sujet sur lequel on ne dispose que peu ou presque pas de connaissances dans le contexte sénégalais. Un tel modèle permettrait une meilleure compréhension des dynamiques éducatives à l'œuvre. En plus, la centration récente sur la notion de la qualité et la place accordée aux enseignants dans cette politique (UNESCO/BREDA, 2010; World Bank, 2012) vient renforcer la pertinence d'un tel objet de recherche.

Au vu de ce qui précède, la question qui est posée et à laquelle nous tenterons de répondre dans cette recherche est la suivante : quels facteurs déterminent la mise en œuvre ou pas de la politique d'EPT par différents acteurs du système éducatif sénégalais, particulièrement les enseignants du cycle primaire?

Notes

¹ Soulignons que la qualité de l'éducation était aussi l'un des objectifs de la Déclaration sur l'EPT de Jomtien (UNESCO, 1990).

Références

- Altinok, N. (2005). La Banque mondiale et l'éducation en Afrique subsaharienne. Analyse normative du meilleur système éducatif. *Les cahiers de l'IREDU-CNRS*, 64. Repéré à http://iredu.u-bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_chercheurs/2005/05011.pdf
- Bianchini, P. (2004). *École et politique en Afrique noire. Sociologie des crises et des réformes du système d'enseignement au Sénégal et au Burkina Faso (1960-2000)*. Paris : Karthala.
- Daffé, G. (2005, janvier). *La recherche économique et la politique éducative au Sénégal : l'expérience du CREA*. Communication présentée à l'atelier de Ouagadougou en éducation.
- Lange, M.-F. (2003). École et mondialisation : Vers un nouvel ordre scolaire? *Cahiers d'études africaines*, 43(169-170), 143-166. <http://dx.doi.org/10.4000/etudesaficaines.194>
- Lascoumes, P. et Le Galès, P. (2012). *Sociologie de l'action publique : domaines et approches*. Paris : Armand Colin.
- Meyer, J. W., Boli, J., Thomas, G. M. et Ramirez, F. O. (1997). World society and the nation-state. *American Journal of Sociology*, 103(1), 144-181. Repéré à <http://www.jstor.org/stable/10.1086/231174>
- Molla, T. (2014). Knowledge aid as instrument of regulation: World Bank's non-lending higher education support for Ethiopia. *Comparative Education*, 50(2), 229-248. <http://dx.doi.org/10.1080/03050068.2013.807645>
- Olivier de Sardan, J.-P. (2004). État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. *Politique africaine*, (4), 139-162. <http://dx.doi.org/10.3917/polaf.096.0139>
- Simmons, B. A., Dobbin, F. et Garrett, G. (2007). The global diffusion of public policies: Social construction, coercion, competition, or learning? *Annual Review of Sociology*, 33, 449-472. <http://dx.doi.org/10.1146/annurev.soc.33.090106.142507>
- UNESCO (1990). *Déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous et Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux*. Repéré à http://www.francophonie.org/IMG/pdf/Conf_mondiale_education_pour_tous_Jo_m_t_i_e_n_Th_a_i_l_a_n_d_e_1990.pdf
- UNESCO/BREDA. (2010). Que savent les enseignants de l'Éducation pour tous au Sénégal? Analyse de la connaissance et de la perception des objectifs de l'EPT par les enseignants du primaire. Repéré à <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002166/216657f.pdf>
- Wolhuter, C. C. (2007). Education for All in Sub-Saharan Africa: prospects and challenges. Dans D. P. Baker et A. W. Wiseman (dir.), *Education for All: Global promises, national challenges. International perspectives on education and society* (p. 337-362). Burlington : Elsevier Science.
- World Bank. (2012). *World Bank Group Education Strategy 2020. Learning for all: Investing in people's knowledge and skills to promote development*. Repéré à http://mfedps.si/Files/Knjiznica/Education_Strategy_4_12_2011.pdf

Pour citer cet article

Diatta, M. S. (2015). Analyse des réceptions et usages des politiques publiques: vers un modèle systémique de la mise en œuvre de la politique d'Éducation pour tous (EPT) au Sénégal. *Formation et profession*, 23(1), 89-91. <http://dx.doi.org/10.18162/fp.2015.a62>